

POLITIQUE ÉTRANGÈRE FRANÇAISE | D'UNE PRÉSIDENTIELLE À L'AUTRE



Jean-Sylvestre MONGRENIER | Chercheur associé à l'Institut Thomas More

En hommage à Thérèse Delpech

Lors de la précédente élection présidentielle, en 2007, le renouvellement de la politique étrangère française était l'un des thèmes abordés, à la marge il est vrai, dans le débat politique. Il n'en est pas de même en 2012, la nostalgie de la grandeur et le « souci du monde » étant subsumés par les problématiques d'ordre domestique. Pourtant, le Politique n'est pas soluble dans le socio-économique. Les enjeux diplomatiques et stratégiques n'ont pas toujours la visibilité des questions domestiques mais ils sont de la plus haute importance. Il nous faut donc envisager les éléments de continuité et de rupture dans la perspective d'une possible alternance à la tête de l'État.

| L'aggionarmento de Nicolas Sarkozy

D'aucuns voudraient expliquer la politique étrangère de la France par une tension entre un pôle « occidentaliste » et un pôle « gaullo-mitterrandiste ». Cette grille de lecture vise à disqualifier la politique étrangère de Nicolas Sarkozy pour son « occidentalisme », voire son « néo-conservatisme », mais elle n'est guère convaincante. Le caractère européen et occidental de la nation française, aux plans historique, civilisationnel et géopolitique, relève des faits objectifs et le positionnement idéologique ou le subjectivisme post-moderne ne changent rien à l'affaire. Quant à l'imputation de « néo-conservatisme », elle en vient à désigner toute volonté d'auto-affirmation et relève de la petite polémique. Enfin, les références à l'Occident dans la rhétorique et la politique étrangère de De Gaulle ou celles de Mitterrand sont nombreuses. L'exaltation du « gaullo-mitterrandisme » est avant tout l'habillage et la légitimation d'un discours auto-référentiel.

La rupture prônée par Sarkozy en politique étrangère aura en fait marqué la fin des « dissonances cognitives », le discours et les représentations géopolitiques étant désormais plus en phase avec la réalité des enjeux et engagements internationaux de la France. Les choix opérés, comme la pleine participation au commandement de l'OTAN, sont l'aboutissement de décisions antérieures et de logiques profondes. D'une manière plus générale, la politique étrangère de Sarkozy aura été mise en œuvre dans un contexte de redéfinition des grands équilibres mondiaux, avec une accélération du *tempo* géopolitique. Le collapsus financier de 2008, l'actuelle crise de la zone Euro, la guerre russo-géorgienne d'août 2008 et l'intervention, l'an passé, en Libye ont révélé dans l'épreuve une certaine *maestria*. Cela dit, il est vrai que l'invocation répétée du « pragmatisme » et des options contradictoires peuvent laisser une impression d'opportunisme.

Pourtant, avec un peu de recul, le schéma d'ensemble de cette politique atteste d'une réelle cohérence. L'idée maîtresse est de placer la France à l'intersection de l'Union européenne et de l'OTAN, au cœur du système géopolitique euro-atlantique, pour renforcer son pouvoir d'influence sur les affaires européennes, actionner des leviers dans les approches géographiques du Continent et renouveler le statut de puissance mondiale de la France. Dans le cercle européen, il s'agit de combiner un axe économique-monnaire avec Berlin et un axe diplomatique-stratégique avec Londres afin de donner plus de substance à l'UE et de conserver des capacités d'actions militaires au-delà des « anciens parapets ». Ce dispositif est complété par un certain activisme dans le cercle méditerranéen avec la mise sur pied de l'Union pour la Méditerranée (UpM) et une posture stratégique volontaire (voir la guerre en Libye).

| Critique positive et hypercriticisme

Le plus grand investissement dans le cercle atlantique permet de rehausser la place de la France au sein du trio occidental Washington-Londres-Paris. L'objectif français est de consolider l'engagement américain dans la défense de l'Europe, indispensable pour mener une politique d'ouverture vis-à-vis

de la Russie, et de relever en commun les grands défis stratégiques au-delà du cercle méditerranéen. Voir le front afghan, la menace nucléaire iranienne, la guerre civile rampante en Syrie et, bientôt peut-être, les logiques chaotiques de l'arc sahélo-saharien. En plus des réponses à ces défis, Paris vise à maintenir son rang et sa puissance en négociant des « partenariats stratégiques » avec divers pays-clefs et puissances émergentes. La Chine, vue de France, étant surtout une question géoéconomique, il faudrait être plus attentif aux liens développés avec l'Inde et le Brésil ainsi qu'au renforcement de la présence française dans le golfe Arabo-Persique.

Si l'ensemble n'est pas dénué de cohérence, le détail révèle des contradictions internes et des fragilités. De fait, l'UpM a buté sur la force des choses avant d'être débordée par les révoltes et séditions du monde arabe. Quant à la politique russe de Sarkozy, elle a pris prétexte du « *reset* » entre Washington et Moscou pour poursuivre des objectifs strictement nationaux, quitte à compromettre le plus grand investissement français en Pologne comme dans l'ensemble de l'Europe centrale et orientale. Aussi et surtout, la grave crise de la zone Euro contraint la France à un difficile exercice d'équilibre entre l'Allemagne dont le poids en Europe se renforce et le Royaume-Uni, un allié de première importance, pour exister comme puissance mondiale. Cependant, il est toujours aisé d'opposer le discours de la méthode au « monde de la vie », celui-là bien plus vaste que les plans et calculs des critiques et rivaux.

Dans la perspective d'une possible alternance, il peut être malaisé d'anticiper les points de rupture en matière de politique étrangère. En fait, les États ne sont pas des navires susceptibles de changer si aisément de cap ; les grandes masses sont ce qu'elles sont, l'environnement est sous contrainte, les traités et les alliances obligent (« *Pacta sunt servanda* »). Si François Hollande s'est montré excessivement discret sur les questions internationales, des experts proches du parti socialiste laissent passer certaines informations mais il s'agit plus de critiques que d'une vue d'ensemble, articulée et exprimée en termes positifs. En toile de fond, il appert que l'exercice consiste à projeter l'« antisarkozysme » sur la scène internationale. Tout ne serait question que de personnalité. Avec un « homme normal » à la tête de l'État, les « problèmes » se révéleraient peut-être moins ardues qu'il n'y paraît. On pourrait voir en ce tour d'esprit une sorte de « syndrome Obama », avec les inévitables désillusions, revers et infortunes auxquels il faudrait se préparer dans un tel cas de figure.

| Les incertitudes de la politique Hollande

Les quelques éléments précis que l'on peut glaner sur ce que serait la politique étrangère d'un président socialiste laissent sceptiques. On annonce une attitude de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne – au risque de menacer un peu plus les équilibres financiers européens –, tout en invoquant le « couple franco-allemand » contre le rapprochement mené par Sarkozy avec le Royaume-Uni. Une « initiative de croissance » est sensée favoriser les convergences avec des pays européens en difficulté alors même que la France serait bien la seule à se hasarder sur la voie de plus de dépenses publiques et de social-démocratie. Sur le plan transatlantique, l'intelligence politique, la lucidité et le courage consisteraient à se retirer le plus vite possible du front afghan, sans incidence aucune dans les rapports avec les États-Unis et les alliés européens affirme-t-on. Sans dommages sur la parole de la France, la confiance que sa politique inspire et l'honneur de son armée. Vieilleseries que tout cela !

Au-delà de ces questions, il reste difficile d'anticiper ce que serait la politique étrangère française dans son ensemble. Très peu de choses sur le cours des événements dans le Bassin méditerranéen et les pays arabes. Doit-on s'attendre à des « généralités généralisantes » sur la démocratisation, le développement et la laïcité ? Rien de saillant sur la zone sahélo-saharienne et la question touarègue. A lire entre les lignes certains experts hostiles à Sarkozy, il eût fallu maintenir Kadhafi au pouvoir et, en Côte-d'Ivoire, ne pas aider Alassane Ouattara à l'emporter sur Laurent Gbagbo. Telle aurait été la voie pour maintenir un *statu quo* africain qui pourtant n'existe plus. Incidemment, il faut ici rappeler que Gbagbo était membre de l'Internationale socialiste. Sur le plan mondial, la nouvelle mission de la France consisterait à jouer les intermédiaires autoproclamés entre les puissances installées du monde occidental d'une part, les puissances émergentes d'autre part,

celles-là étant supposées chercher des gratifications symboliques. Le multilatéralisme est présenté comme une « martingale » et tout ne serait qu'une question de représentativité internationale.

Si l'image globale qui se dégage de ces quelques éléments est encore vague, elle laisse pourtant transparaître des dispositions d'esprit qui ne sont guère probantes et encourageantes. La priorité va aux questions domestiques et à la transformation encore plus prononcée de l'État en une machine à prélever et distribuer des richesses que l'économie ne crée plus. Les emprunts publics sur les marchés financiers, condamnés comme s'il s'agissait de grands êtres malfaisants acharnés contre la France, sont toujours supposés pallier le déficit de croissance et d'innovation. Le tout sous la houlette d'un État économiquement impotent maquillé en État stratège. Dans ces manières de penser, la politique étrangère est secondaire et il est à craindre que le moralisme à faible intensité et l'invocation du « dialogue » ne soient le masque d'un grand repli et du consentement à une forme de provincialisation de l'Europe. Tel serait aussi le sens d'un moindre investissement dans l'OTAN, jugée trop « globale », l'improbable « Europe de la défense » servant par ailleurs de prétexte à l'immobilisme et à la réduction des dépenses militaires.

| Une rupture énergétique et mentale ?

Au total et si l'alternance se produisait, les lignes de force de la politique étrangère française ne seraient certes pas bouleversées *ipso facto* même si un « effet-papillon » et des réactions en chaîne ne sauraient être exclus. Le principe d'inertie, l'efficacité de la « salle des machines » (l'appareil diplomatique et militaire), les cadres d'action dont la France est partie prenante, tout cela va dans le sens d'une certaine continuité. Toutefois, c'est la psychologie des politiques, leurs cartes mentales et leurs décisions qui, *in fine*, animent la « salle des machines ». Des inflexions ponctuelles modifiant peu à peu le schéma d'ensemble et un psychisme de repli, déguisé en ouverture à l'Autre, menaceraient la substance même de la politique étrangère.

Présentement, la rupture qu'il faut penser est d'abord d'ordre énergétique et mental, en plus de résidus idéologiques – un « narcissisme pénitentiel » diffus et implicite – qui ont aussi leur importance. Cette rupture consisterait en une sorte de consentement résigné au déclin – un juste retour des choses ? – alors que les déséquilibres d'un monde polycentrique exigent résolution et engagement. Les lois du tragique, soyons-en certains, ne sont pas simplement affaires de « représentations » et de jeux de langage, l'intelligence politique requérant objectivité et anticipation du pire afin qu'il n'advienne pas. Quel qu'il soit, le chef de l'État sera confronté à de graves menaces et lui faudra être à la hauteur. La fonction crée l'organe, assure-t-on. Hélas, rien n'est moins sûr.

Jean-Sylvestre MONGRENIER

